

# Résumé des délibérations

## Réunion du Conseil consultatif ESG d'Exportation et développement Canada

**Date :** Le 28 mars 2023

### **Membres du Conseil consultatif ESG**

**Janet Annesley**, chef du développement durable, Kiwetinohk Energy Corp

**Dave Collyer**, ancien président de l'Association canadienne des producteurs pétroliers

**Judy Cotte**, chef ESG, Onex

**Rosemary McCarney**, diplomate en résidence, Collège Massey, et chercheuse-boursière en relations internationales (bourse James Coumts), Collège Trinity, Université de Toronto

**Marie-Lucie Morin**, ancienne directrice générale, Banque mondiale

**Mario Thomas**, président d'entreprise et président du Conseil d'administration, Precision Biomonitoring

### **Absents**

**Lawrence Lewis**, fondateur, OneFeather

**Anita Ramasastry**, titulaire de la chaire fondée par le doyen Roland Hjorth, professeure de droit et directrice du programme de développement durable international de la Faculté de droit de l'Université de Washington

### **Représentants d'Exportation et développement Canada (EDC)**

**Mairead Lavery**, présidente et chef de la direction et présidente du Conseil

**Lorraine Audsley**, première vice-présidente et chef du développement durable

**Todd Winterhalt**, premier vice-président, Communications, Marketing et Stratégie d'entreprise

**Rachel Guthrie**, vice-présidente, Stratégie, rayonnement et présentation des résultats ESG

**Sophie Roy**, vice-présidente, Réussite ESG des clients

**Sabreen Salman**, directrice, Présentation et évaluation des résultats ESG

## **SYNTHÈSE**

Trois sujets ont été abordés lors de la réunion de mars du Conseil consultatif ESG :

- La première fiche de notation ESG d'EDC qui offre une vue d'ensemble des principaux indicateurs ESG;

- Le Cadre des retombées d’EDC, qui présente la manière dont nous définissons et mesurons nos retombées au Canada;
- Le Programme de rémunération au rendement d’EDC, notamment l’évolution des indicateurs ESG qui contribuent à l’orientation stratégique de la Société.

La réunion avait pour objectif de faire le point sur les progrès d’EDC et d’engager une discussion avec les membres du Conseil au sujet de la transparence, de la création de valeur, de la mesure des retombées et des leviers qui soutiennent les bons comportements et l’atteinte de résultats.

La présidente et chef de la direction d’EDC, Mairead Lavery, et la chef du développement durable, Lorraine Audsley, ont ouvert la session en commentant les nouvelles d’EDC depuis la réunion de décembre du Conseil :

- Le mandat de la présidente et chef de la direction a été reconduit pour deux ans, ce qui témoigne du soutien du gouvernement du Canada à la stratégie d’EDC visant à aider le Canada à retrouver sa position de chef de file en matière de commerce international et à bâtir un avenir plus solide et plus durable.
- L’investissement d’EDC dans la région indo-pacifique a été longuement abordé, notamment en ce qui concerne :
  - sa participation aux réunions de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) en Thaïlande;
  - sa participation à la Conférence Canada-en-Asie, à Singapour.
- Le thème central qui est ressorti des rencontres avec les clients de la région, c’est leur nouvelle approche des questions ESG : ils reconnaissent davantage l’importance des droits de la personne, de la lutte contre les changements climatiques et de l’intégrité des entreprises.
- La région indo-pacifique continue à dépendre des sources d’énergie traditionnelles, notamment du charbon. Il a donc été question de trouver des solutions créatives pour diversifier la consommation d’énergie.
- Étant donné le contexte marqué par la relance post-pandémique et l’invasion de l’Ukraine par la Russie, une grande importance est accordée à l’agroalimentaire, aux technologies propres et aux sources d’énergie, et les facteurs ESG sont au cœur de ces conversations.
- En mars, la Société a pris part à l’événement GLOBExCHANGE à Toronto, où la chef du développement durable d’EDC a coprésidé un atelier sur l’intégration du risque climatique à la stratégie d’entreprise. Celle-ci a aussi eu l’occasion de rencontrer des membres du gouvernement et des représentants du secteur pour discuter de la transition vers une économie à faible intensité de carbone.=
- Cette année, à l’interne, EDC :
  - a publié les politiques revues de son [Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux](#). La Société révisé ses politiques tous les trois ans pour assurer leur conformité aux nouvelles pratiques exemplaires du secteur et apporter un maximum de clarté à ses clients et parties prenantes;
  - a élargi son projet pilote de garantie de financement durable pour y inclure une nouvelle institution financière, la Banque CIBC. Notre collaboration avec le secteur financier nous



permettra de créer de nouvelles solutions qui aideront les entreprises canadiennes appartenant à des secteurs à forte intensité de carbone à adopter un modèle d'affaires plus durable.

La discussion s'est ensuite orientée vers la première fiche de notation ESG d'EDC, qui sera publiée en mai dans le cadre du [rapport annuel intégré](#).

- Vu ses progrès en matière de droits de la personne et de divulgation d'information relative au climat, EDC pourrait soutenir les entreprises canadiennes dans leurs divulgations. Elle peut en effet s'inspirer de sa propre expérience pour aider ses clients du secteur du pétrole et du gaz naturel à se conformer aux recommandations du GIFCC en matière de production de rapports.
- À l'aune de la pandémie, il pourrait être intéressant pour EDC de prendre en considération dans la fiche de notation les liens entre commerce international et santé mondiale.
- En plus des indicateurs sur l'environnement et les émissions de carbone, EDC devrait inclure dans la mesure des retombées les efforts déployés pour renverser le déclin de la biodiversité d'ici 2030, conformément à la Convention sur la diversité biologique, adoptée par le gouvernement du Canada à la COP 15.
- Dans la prochaine version de sa fiche de notation, EDC devrait prendre en compte davantage d'indicateurs d'inclusion, de diversité et d'équité pour avoir une meilleure vision du talent, de la culture, de la sécurité et du bien-être des employés.
- Dans l'intérêt des publics externes, EDC devrait envisager de contextualiser les indicateurs et les tableaux de la fiche de notation.
- EDC devrait faire preuve de plus de clarté concernant la fiabilité des indicateurs.

La discussion s'est ensuite concentrée sur le Cadre des retombées d'EDC, qui décrit la vision d'EDC pour stimuler la compétitivité commerciale, notamment son rôle en tant qu'organisme de crédit à l'exportation du Canada dans la création de retombées économiques et ESG. Voici les principales observations qui en sont ressorties :

- Le Cadre des retombées d'EDC offre un bon aperçu du mandat et de la vision d'EDC et souligne le rôle que doit jouer EDC quant à la croissance du commerce canadien.
- Le Cadre des retombées aide EDC à reconnaître ses progrès relativement à ses objectifs à long terme et à garder le cap sur l'incidence globale qu'EDC cherche à avoir sur les entreprises canadiennes et l'économie du pays.
- Si EDC continue de se comparer à d'autres organismes de crédit à l'exportation, elle a l'occasion d'influencer positivement, à l'échelle mondiale, le milieu du crédit à l'exportation en matière de facteurs ESG. Elle devrait se tourner vers l'UE et ses récents règlements pour soutenir les entreprises qui seront touchées.

La conversation est ensuite passée des indicateurs d'échelle nationale à ceux d'échelle organisationnelle, en se concentrant sur la Fiche de performance d'EDC pour 2023, notamment sur la manière dont EDC devrait



encourager les résultats ESG. EDC a demandé aux membres du Conseil de lui communiquer les pratiques exemplaires observées pour encourager les bons comportements ESG et les progrès en la matière.

Les membres du Conseil ont émis les observations suivantes :

- Les indicateurs ESG devraient correspondre aux priorités de la Société, dont aux projets pouvant être mis en place et contrôlés, pour favoriser l'atteinte des résultats souhaités. Ils devraient aussi témoigner une plus grande ambition et être pondérés en conséquence (au moins 20 %).
- La plupart des autres fiches de notation de la haute direction comprennent un aspect relatif à l'inclusion, la diversité et l'équité concernant la formation des employés et l'engagement en matière d'ESG, surtout pour les entreprises cotées en Bourse.
- Les initiatives de la Société reconnues comme prioritaires et encouragées en conséquence recevront la juste attention. Les indicateurs comptent; mieux vaut se concentrer sur le progrès que sur la perfection.

La présidente et chef de la direction d'EDC a rappelé que les facteurs ESG sont une priorité et qu'il faudra rester clair quant aux retombées attendues, engendrées par les bons comportements. De même, la création d'une culture organisationnelle solide demeure prioritaire.

La prochaine réunion du Conseil consultatif ESG se tiendra en juin. Les discussions porteront, le temps d'une journée entière, sur les aspects « sociaux » des facteurs ESG, dont les droits de la personne ainsi que le commerce inclusif.

